



COMMUNIQUE DE L'USP du 15 février 2018

Cinq chantiers : oui ! Mais combien de tractopelles ?

Le Premier ministre Édouard Philippe a présenté ce mardi 13 février « cinq chantiers pour transformer le système de santé ». Une concertation est annoncée dès à présent et jusqu'à l'été : nous nous en félicitons et en même temps, nous tenons à dire qu'il serait dommage que cela ne soit qu'une cérémonie de communication organisée par la présidence de la République et ses ministres où l'on donne lecture des décisions jupitériennes comme ce fut fait à plusieurs reprises ces derniers mois.

Certes, le système de santé, en grande difficulté, mérite d'être modifié de façon urgente. De grands changements sont nécessaires comme l'exigence en monte de tout le pays. Le gouvernement n'entend pas cette exigence.

Bien sûr, nous prenons donc acte de l'intérêt affiché par Édouard Philippe pour notre système de santé, et en même temps nous notons la modestie de ses ambitions : 100 millions d'euros annuellement pour ses 5 chantiers concernant l'ensemble du système de santé. Une aumône donnée d'une part et en même temps une austérité maintenue et aggravée.

Nous nous en tiendrons à quelques autres premières remarques sur ce discours. La tarification à l'activité (T2A) est remise en cause, mais c'est la quantification de toutes les activités de soin qui est réaffirmée ; c'est une accentuation de la logique néfaste à l'œuvre qui est voulue.

On nous parle de virage numérique, de télémedecine. Fort bien. Mais quel bilan est tiré de la remise en cause des secrets professionnels, et du secret médical en particulier, qui fut associée à l'usage extensif de l'outil informatique tel que voulu par les décideurs ?

On nous parle de réorganisation territoriale... sous l'égide de l'Agence régionale de santé, en réaffirmant la place des Groupements hospitaliers de territoire. Rien de nouveau. Cette politique, nous l'avons combattue et nous continuerons à la combattre.

Pire encore, concernant le service public de santé, les fragilisations statutaires et contractuelles envisagées par le comité interministériel de la transformation publique, avec leurs conséquences sur la gouvernance ont tout pour nous inquiéter (<https://www.uspsy.fr/Tous-en-greve-et-dans-la-rue-le-22.html>).

Le Premier ministre a réaffirmé la continuité d'une politique néolibérale appliquée à la santé. Soit une politique selon les intérêts des propriétaires de chaînes de cliniques à but lucratif, d'EHPADS privés, des assurances, des firmes pharmaceutiques multinationales, tous secteurs profitables aux capitalistes. C'est une politique dont les professionnels du champ de la santé, comme toute la population, vit les conséquences désastreuses, dans leur corps et dans leur esprit.

Pascal Boissel, président
Pierre Paresys, vice-président
Philippe Gasser, vice-président